

**Archives régionales des Pays de la Loire**

**Témoignages oraux d'agents du Conseil régional**

**Sophie AUGER**

*Entretiens des 11 avril et 19 mai 2011*

**12 AV 11**

**Inventaire**

**établi par Séverine Ménet**

**2013**

**Cote : 12 AV 11**

## **Sophie AUGER**

*Entretiens des 14 avril et 19 mai 2011*

**Fonctions au Conseil Régional** : chargée d'études, chargée de mission et chef de service dans les secteurs de l'aménagement du territoire et des programmes européens (1985-2002, 2004-2010), responsable de la Mission Prospective et évaluation (2002-2004).

### **Circonstances et traitement des enregistrements :**

Lieu : Hôtel de Région

Interviewer : Séverine MÉNET, archiviste

Méthode d'entretien : semi-directive

Matériel utilisé : enregistreur numérique DAT TASCAM DA P-1 (fréquence 44,1 kHz)

Durées : 2 h 01' 01 s et 3 h 14' 23 s.

### **Éléments biographiques :**

Études et diplômes de sociologie, géographie et démographie.

1973-1976 : vacataire puis technicienne de recherche et chercheur à l'Institut national d'études démographiques (INED)

1977-1978 : vacataire à l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)

1979-1985 : chargée d'études à la Direction régionale de l'Agriculture des Pays de la Loire

1985 : arrivée à la Région des Pays de la Loire

1985-1995 : chargée d'études pour le suivi de la politique contractuelle d'aménagement rural à la Direction Aménagement du territoire

1993-1998 : chargée de coordination à la Direction Aménagement du territoire

1998-2002 : chef du service Etudes et planification à la Direction Aménagement du territoire et infrastructures

Octobre 2002-août 2004 : responsable de la Mission Prospective et évaluation à la Direction générale des services

Septembre 2004-avril 2007 : chargée de mission auprès du Directeur de l'Environnement et des projets de territoires (en charge notamment du contrat Etat-Région)

Mai 2007-juillet 2010 : chargée de mission à la Direction Recherche, enseignement supérieur, international et Europe (en charge du suivi du contrat de projet Etat-Région)

Juillet 2010 : départ en retraite.

### **Thèmes abordés dans les entretiens :**

- la carrière personnelle avant et à la Région des Pays de la Loire
- la politique régionale d'aménagement du territoire (cadre, évolutions, méthodes de travail), et en particulier :
  - o la politique contractuelle d'aménagement rural,
  - o les démarches interrégionales, le Contrat de plan interrégional Etat-Région du Bassin parisien,
  - o la planification régionale,
  - o les contrats Etat-Région 1993-1999, 2000-2006, 2007-2013,
  - o les chantiers d'aménagement du territoire régional : la Directive territoriale d'aménagement de l'estuaire de la Loire (1995-2005)
- le suivi des programmes européens (1993-2002)
- la démarche prospective et l'évaluation dans la collectivité
- l'administration régionale pendant la période d'exercice (1985-2010).

### **Conditions de consultation :**

Conditions : communicable immédiatement en totalité.

Existence d'une transcription : non.

### **Sources complémentaires aux Archives régionales des Pays de la Loire :**

Quelques pistes :

- Archives de la Mission Plan et aménagement du territoire (1984-1988), de la Direction Plan, aménagement du territoire et agriculture (1988-1990), de la Direction Infrastructures, plan et aménagement du territoire (1990-1991), de la Direction Aménagement du territoire (1991-1992), de la Direction Aménagement du territoire et infrastructures (1992-1998), de la Direction Aménagement du territoire (1998-2004), de la Direction Environnement et projets de territoire (à partir de 2004).
- Archives de la Direction générale des services

## 12 AV 11 CD 1

Entretien du 11 avril 2011 (1<sup>ère</sup> partie)

### 1 **Parcours avant l'arrivée au Conseil régional des Pays de la Loire (8'12)**

Identification de l'enregistrement – Présentation personnelle, études - premières expériences professionnelles avant l'arrivée à la Région : Institut de démographie de l'Université de Paris (IDUP), Institut national des études démographiques (INED), travail avec Albert Jacquard, expérience de l'informatique de l'époque – abandon de la recherche en démographie, venue à Nantes en 1978 – poste au Service Études de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

### 2 **Premières expériences dans l'aménagement du territoire en Pays de la Loire (1979-1985) (16'45)**

Le poste de chargée d'études sur l'aménagement rural dans le cadre de l'Atelier régional d'études et d'aménagement rural (AREAR) : montage financier, connaissance personnelle du sujet, contexte de l'aménagement rural en 1979 – premier travail réalisé : un bilan des contrats de pays – la réalisation de guides à destination des élus locaux, le besoin d'information des élus – être « relais CIFAR », former les élus – particularités des Pays de la Loire en matière de contractualisation : les premiers contrats de pays dans les années 1970, prémises de la coopération intercommunale, approche des élus locaux, l'équipement du monde rural – les premiers contacts avec l'Etablissement public régional et la Mission régionale, contexte d'intégration en 1985 – autres activités au sein de la Direction régionale de l'agriculture et de son réseau.

### 3 **Le poste de chargée d'études sur l'aménagement rural à la Région (1985-1995) (TC 15'13)**

L'arrivée à la Région (1985-1986) – les Contrats d'aménagement rural et d'animation (CARA) – réalisation d'un outil d'accompagnement pour les élus, effet pervers ultérieur – élaboration d'une nouvelle politique contractuelle, animation d'un groupe de travail – la mise en place de la nouvelle politique : travail effectué, formation sur place des élus, déplacements des élus et des services administratifs.

### 4 **Nouvelle politique contractuelle d'aménagement rural (les contrats régionaux de développement, CRD) : le travail d'accompagnement lors de l'élaboration des contrats (19'56)**

La phase de diagnostic – l'instruction des dossiers par les services – la validation par les élus – l'évaluation de l'opération : déroulement, approche des services sur cette activité, renforcement des justificatifs pour éviter la mauvaise exécution des contrats – le poids de l'administration dans le processus : proposition d'explication – les services comme force de proposition dans l'élaboration et le suivi des politiques contractuelles – partenariat avec les autres directions : le travail en transversalité pendant toute la carrière à la Région.

### 5 **Premiers contacts avec l'Etablissement public régional et l'arrivée au Conseil régional en 1985 (11'35)**

Perception personnelle de l'institution régionale en 1979 et au moment de la décentralisation – attrait personnel pour l'échelon régional ; un exemple de raisonnement d'aménagement du territoire : le Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (CELIB) et la route Nantes-Rennes – changements matériels personnels dus au rattachement à la Région, lieux et méthodes de travail, l'arrivée à l'Hôtel de Région en 1986, travailler pour les élus – passer de l'Etat à une collectivité territoriale – souvenirs de l'arrivée Tour Bretagne, puis à l'Hôtel de Région ; souvenirs

de l'inauguration de ce dernier – convivialité des premières années – souvenirs de Marion Guillou, responsable à la Direction régionale de l'Agriculture.

## 12 AV 11 CD 2

Entretien du 11 avril 2011 (2<sup>e</sup> partie)

### 1 **Travailler dans le secteur de l'aménagement du territoire de 1985 à 2004 ; la fonction de chargée de coordination (1993-1998) (9'18)**

Organisation du secteur en 1985 et son évolution jusqu'à la fin des années 1990 – exemple de l'activité aménagement rural – le travail du chargé d'études « sur toute la chaîne » – remarques sur l'évolution du contrôle administratif des années 1980 à 2004 – la responsabilité de chargée de coordination à partir de 1993, évolution du temps de travail – le passage ultérieur à de nouvelles responsabilités : suivi du Contrat de plan Etat-Région et des politiques européennes.

### 2 **Le suivi des grands projets d'aménagement du territoire de 1998 à 2002 : la Directive territoriale d'aménagement (DTA) de l'estuaire de la Loire (16'25)**

Le contrat de plan interrégional Etat-Région du Bassin Parisien [*coupure à 1 h 22' 11 suivie de problèmes d'enregistrement : thème tronqué, repris dans le 2<sup>e</sup> entretien*] – la Directive territoriale d'aménagement (DTA) de l'estuaire de la Loire : contexte, le travail dans le cadre de l'Association communautaire de l'Estuaire de la Loire (ACEL) – ambiance de travail ; le Programme concerté d'aménagement, de développement et de protection de l'estuaire de la Loire (PCADPEL) – fonctions personnelles sur le sujet de la DTA – principes et impact de la DTA – la question du franchissement de la Loire dans la DTA et autres éléments sujets à révision – la création du GIP Estuaire – le travail en tant que représentante de la Région à l'ACEL, temps forts connus.

### 3 **Le suivi des grandes lois d'aménagement du territoire (1992-1998) (6'27)**

Contexte d'évolutions législatives et repositionnement de la Région – conséquences locales sur la politique de contractualisation avec les pays – remarques sur la correspondance pays-territoire de projet.

### 4 **Le suivi des travaux relatifs au schéma national d'aménagement du territoire et des schémas de services collectifs (1994-2002) (12'46)**

Origines et devenir du Schéma national d'aménagement du territoire (SNADT) et des travaux régionaux relatifs (« schéma régional ») – conséquences de la loi Voynet de juin 1999 – contribution des services de la Région – modalités d'élaboration des schémas de services collectifs – suite de ces schémas localement et nationalement – travail personnel et travail de la direction réalisés dans ce cadre.

### 5 **Relations avec l'Etat et modes d'information (4'35)**

Les différents cadres et types de relations avec l'Etat – modes d'information dans le cadre du travail de suivi des grands chantiers d'aménagement du territoire – la pédagogie en interne et auprès des collectivités, exemple du premier Congrès des maires [*fin de la bande à 2 h 1' 1s*].

## 12 AV 11 CD 3

Entretien du 19 mai 2011 (1<sup>ère</sup> partie)

### 1 **Le suivi des lois d'aménagement du territoire dans les années 1990 (suite du 1<sup>er</sup> entretien) (2'35)**

Identification de l'enregistrement – le rôle de présentation des lois aux élus, aux services de la Région et aux collectivités, son évolution ; un des thèmes du Congrès des maires en 2001.

### 2 **L'élaboration de la stratégie régionale (1998-2004) (12'48)**

Un choix fait en 1998 – un travail de 9 mois : modalités, impact sur le service, la période de rédaction et ses suites – la revisite du « Plan stratégique » avant les élections de mars 2004 – après 2004, le contexte de rédaction du « Manifeste régional » et la participation au Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire (SRADT) – un travail de prospective et de coordination ; positionnement du poste – l'approche des élus et son évolution.

### 3 **Le suivi des démarches interrégionales d'aménagement du territoire de 1998 à 2002 : le contrat de plan interrégional du Bassin parisien (7'39)**

Conditions de création de la Charte du Bassin parisien – les projets identifiés et le principe du co-financement, exemples de négociations – conséquences des élections régionales de 1998.

### 4 **Les autres démarches interrégionales de 1998 à 2002 : avec les Régions « périphériques » Bretagne, Poitou-Charentes et Centre (1<sup>ère</sup> partie) (14'42)**

Types de projets au début de la période ; le projet d'Observatoire interrégional mené par la Région Poitou-Charentes – le travail personnel sur ces dossiers en lien avec les élus – souvenir d'une réunion commune des deux assemblées des Régions Bretagne et Pays de la Loire à Rennes, et de ses suites ; possibilité d'un contrat de plan interrégional – le rôle de « mise en cohérence » joué par le service dans l'élaboration d'un document unique ; difficultés et arbitrages – raisons de l'initiative d'une réunion commune aux deux assemblées – les échanges avec les autres régions voisines, relations avec les homologues de ces collectivités.

### 5 **Les autres démarches interrégionales de 1998 à 2002 : avec les Régions « périphériques » Bretagne, Poitou-Charentes et Centre (2<sup>e</sup> partie) et les contrats de plan interrégionaux Loire et Bassin parisien (15'38)**

Le suivi des projets communs : l'évaluation des politiques, exemple du Bassin parisien (méthodes et suites) – remarques sur les contrats de plan interrégionaux : autres exemples, pilotage et fonctionnement, rôle de la mission CPER – souvenirs personnels du Contrat de plan interrégional du Bassin parisien, organisation d'une réunion à l'Abbaye de l'Épau (Sarthe) – évolution de l'approche de la démarche d'aménagement du territoire – les autres cadres d'échanges avec les homologues : l'Association des régions de France (ARF) et ses ancêtres, relations avec la DATAR.

### 6 **La préparation du Contrat de plan Etat-Région 2000-2006 à partir de 1998 (16'50)**

Le bilan du précédent contrat en 1998 – évolutions des relations des Régions avec l'Etat : différences entre les contrats 1993-1999 et 2000-2006, modalités de co-financement – avis personnel sur l'intérêt de la contractualisation – travail personnel et rôles concrets du service lors des différentes phases du contrat de plan : veille ; élaboration des diagnostics et des priorités ; coordination avec l'Etat ; positionnement ; modalités pratiques – la rédaction d'un document « partagé ».

## 12 AV 11 CD 4

Entretien du 19 mai 2011 (2<sup>e</sup> partie)

### 1 **Le rôle de représentation de la Région (6'36)**

Approche et vécu personnels de ce rôle, part de responsabilité et lien avec la hiérarchie – compétences requises – travailler dans la transversalité, travailler avec l'Etat.

### 2 **Participation au contrat de plan Etat-Région 2007-2013 ; le travail d'évaluation des contrats et les avenants ; planification nationale et régionale (15'10)**

Un rôle différent pour le contrat 2007-2013 – le suivi et l'exécution des contrats : rôle du service ; modalités concrètes – évolution de l'évaluation en 2007 à la demande des Régions : l'adaptation du logiciel PRESAGE, position de la Région Pays de la Loire – les avenants aux contrats de plan : types et processus d'élaboration – l'appui des CPER sur le Plan de la nation puis sur les Plans régionaux adoptés par les Régions ; la signature d'un « contrat Etat-Région » ou « CER » en Pays de la Loire pour la période 2000-2006.

### 3 **Regard sur les 3 Contrats de plan Etat-Région suivis : évolutions constatées, souvenirs du travail réalisé (19'54)**

Implication de l'Etat, modalités de signature des Départements – les « noyaux durs » des contrats – l'approche des élus régionaux : position d'Olivier Guichard puis des élus suivants ; évolutions de la négociation – mode de suivi et réalisation des bilans, commentaires sur les taux d'exécution – souvenirs gardés de ce travail : la signature du contrat de 2007 ; avis sur cet outil d'aménagement et son évolution possible – particularités des plans des Pays de la Loire vis-à-vis des autres Régions.

### 4 **Le suivi des programmes européens de 1993 à 2002 (17'43)**

Contexte à la prise de responsabilité sur les programmes européens : global, en interne, et au niveau de l'Etat ; conditions de réception des informations – le transfert de ce secteur à la Direction Aménagement du territoire – processus d'élaboration des programmes et positionnement comme représentante de la Région – commentaires sur l'évolution des modalités d'élaboration et de co-animation des programmes – le souhait d'aller plus loin dans la mise en œuvre : être autorité de gestion [coupure à 2 h 05' 58 s], faire évoluer le partenariat avec l'Etat.

### 5 **Regard sur cette mission de suivi des programmes européens (8'57)**

Se spécialiser ou non sur le sujet des fonds européens ? Le choix de prendre en charge une mission Prospective et évaluation en 2003 : contenu du poste prévu – les moyens affectés au suivi des programmes européens : l'équipe et ses activités – apprendre le « bruxellois » et le « datarien » – un rôle de facilitateur – la mise en œuvre du Fonds social européen (FSE) en Pays de la Loire avant 2007 : difficultés, relations avec la direction chargée de la formation professionnelle.

## **12 AV 11 CD 5**

Entretien du 19 mai 2011 (3<sup>e</sup> partie)

### **1 Participation aux phases de négociation à Bruxelles et aux réunions communes ; satisfactions personnelles (8'58)**

Exemple de négociation ponctuelle : la modernisation de la ligne ferroviaire Angers-Cholet (1994-1998) – présentation avec la DATAR et l'Etat du programme 2000-2006 des Pays de la Loire – les déplacements conjoints avec l'Etat – satisfactions apportées par ce travail, intérêt de l'approche européenne et des partenariats.

### **2 Le poste de responsable de la Mission Prospective et évaluation (2002-2004) (10'46)**

Organisation de ces activités au sein de la collectivité avant 2002, contexte de création de la Mission – organisation de l'équipe à partir de 2002, outils – révision du CPER 2000-2006 à mi-parcours en 2003 – réflexion sur la mise en place d'une démarche prospective à la Région et autres projets – évolution après le changement de majorité régionale en 2004.

### **3 Travailler dans le secteur de l'aménagement du territoire (13'29)**

Avoir une sensibilité personnelle à ces questions ? – activité de formateur, réception par les étudiants de l'approche aménagement du territoire – approche des nouveaux élus en 2004, le travail avec eux – passion personnelle pour ce secteur – les contraintes liées au travail, la gestion du temps dans une collectivité – une journée de travail représentative ?, méthode de recours aux collègues.

### **4 L'administration régionale pendant les 25 ans de carrière (1985-2010) (7'59)**

Évolutions ressenties – contexte en 1985 et évolution ultérieure des relations entre collègues – de l'administration de « mission » à une institution de « gestion » – étapes repérées personnellement – avis personnel sur la spécificité régionale – un sentiment d'appartenance commun ?

### **5 Regard sur la carrière (1985-2010) (14'39)**

L'intégration de la fonction publique territoriale : modalités, raisons personnelles – changer de domaine d'activité ou de collectivité ? – sources de satisfactions sur le parcours professionnel à la Région – les derniers moments avant le départ en retraite – savoir dire non – activités pendant la retraite.



## Précisions sur plusieurs noms et acronymes cités dans l'enregistrement <sup>1</sup>

### Noms cités

CAILLAULT Fabienne : responsable du Pôle Objectif 2 à la Direction Aménagement du territoire (2002-2004)

GIRARD Robert : conseiller régional élu de 1986 à 1998

GUÉRIN Christian : Directeur de l'Environnement et des projets de territoire de 2004 à 2010

LELU Jean : Directeur en charge de l'aménagement du territoire (1986-1991)

### Acronymes et termes spécifiques

ACEL : Association communautaire de l'Estuaire de la Loire

AREAR : Atelier régional d'études et d'aménagement rural

ARF : Association des Régions de France

CARA : Contrat d'aménagement rural et d'animation

CELIB : Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (association fondée en 1950)

CER : Contrat Etat-Région

CIFAR : Centre d'information et de l'aménagement rural

CNASEA : Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles

CORELA : Conservatoire régional des rives de la Loire et de ses affluents

CPER : Contrat de plan Etat-Région

CPIER : Contrat de plan interrégional Etat-Région (exemple : Bassin parisien)

CRD : Contrat régional de développement

CRP : Comité régional de programmation

DATAR : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale

DIACT : Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (succède à la DATAR de 2006 à 2009)

DIREN : Direction régionale de l'Environnement (service déconcentré de l'Etat)

DOCUP : Document unique de programmation

DRAF : Direction régionale de l'agriculture et de la forêt

DTA : Directive territoriale d'aménagement

EPR : Établissement public régional

FEDER : Fonds européen de développement régional

FSE : Fonds social européen

GIP : Groupement d'intérêt public

IAAT : Institut atlantique d'aménagement du territoire

IDUP : Institut démographique de l'Université de Paris

INED : Institut national des études démographiques

INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

MIAT : Missions interministérielles interrégionales d'aménagement du territoire

OREAM : Organisme régional d'étude et d'aménagement d'aire métropolitaine

ORES : Observatoire régional économique et social

PCADPEL : Programme concerté d'aménagement, de développement et de protection de l'estuaire de la Loire

PRESAGE : système d'information de suivi des fonds structurels européens (commun avec l'Etat)

SCOT : Schéma de cohérence territoriale

SGAR : Secrétariat général aux affaires régionales (Préfecture de Région)

SNADT : Schéma national d'aménagement du territoire

SRADT : Schéma régional d'aménagement et de développement (durable) du territoire

---

<sup>1</sup> Cette liste n'indique pas tous les noms cités dans les enregistrements, mais ceux pour lesquels une précision biographique est utile pour la compréhension.

